

429LM 2/13

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER

P

INSTRUCTION GÉNÉRALE

SÉRIE PERSONNEL N° **24**

Paris, le 25 septembre 1939.

Col.

Nm.
42

II

C. C. P. 7

**INDEMNITÉS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE,
INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT, MUTATIONS A TITRE TEMPORAIRE
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Les indemnités de changement de résidence prévues par les Chapitres IV des Livres I et II du Fascicule des Conditions de Rémunération et les indemnités de déplacement prévues par le Chapitre XIV du Livre I et par le Chapitre X du Livre II du même Fascicule, continueront à être attribuées en appliquant les règles précédemment fixées, sous réserve des dispositions suivantes :

Les agents qui appartiennent à des Services qui ont été repliés ou évacués pourront faire l'objet d'une *mutation à titre temporaire*. Les Services et les localités intéressés seront désignés par le Directeur de la Région ou par le Directeur général adjoint pour les Services Centraux.

Ils ne recevront pas, dans ce cas, d'indemnité de changement de résidence, mais ils bénéficieront pendant 30 jours à dater de leur repliement ou de leur évacuation, des indemnités de déplacement prévues par le Fascicule des Conditions de Rémunération et dont les taux ont été fixés par l'Instruction Générale — Série Personnel n° 19 du 13 juillet 1939 :

- Indemnités normales pendant les 15 premiers jours,
- Indemnités réduites à partir du 16^e jour.

A partir du 31^e jour, les agents mariés, de même que les agents célibataires qui ont à leur charge une personne appartenant à la catégorie B I de l'Annexe I au Règlement concernant les facilités de circulation (1), recevront une indemnité spéciale, dite « *Indemnité d'éloignement* » destinée à tenir compte du fait qu'ils ont simultanément deux logements (2).

Cette indemnité ne sera attribuée que sur justification de l'existence de cette double charge (3) ; elle sera égale à 10 % des éléments de Rémunération comptant pour la retraite augmentés, s'il y a lieu, de l'indemnité spéciale temporaire et de l'allocation pour charges de famille.

Dans le cas d'un ménage d'agents repliés ou évacués dans la même résidence, il ne sera accordé que l'indemnité la plus élevée.

L'indemnité d'éloignement sera considérée comme un remboursement de frais et ne donnera pas lieu, en conséquence, à retenues pour la retraite ou pour la Caisse de Prévoyance, ni à déclaration au fisc.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Commissaire Technique
Le ~~Directeur Général~~
R. LE BESNERAIS.

(1) Ainsi que les pères, mères et filles célibataires majeures demeurant chez l'agent d'une manière permanente et ayant un revenu au plus égal à 650 fr. par mois et par intéressé.

(2) Seront en particulier considérés comme payant un loyer, les agents logés dans un immeuble réquisitionné, à qui il sera retenu, leur quote-part des frais de réquisitions.

(3) Elle ne sera donc pas due si l'intéressé est logé dans un local mis gratuitement à sa disposition.